



Ecrit par Mireille Hurlin le 23 mars 2021

Grand Delta Habitat : une convention avec les Forces de l'Ordre pour la quiétude des résidents

Ecrit par Mireille Hurlin le 23 mars 2021



Avec la signature de cette Convention, le bailleur social privé aux plus de 21 000 logements assure la sécurité et la tranquillité de ses locataires et salariés, éradiquant les possibilités de violence, trafics de bas d'immeubles et de cages d'escalier.

Bertrand Gaume, préfet de Vaucluse, Jean-Christophe Le Neindre, Colonel commandant du Groupement



Ecrit par Mireille Hurlin le 23 mars 2021

de gendarmerie départementale de Vaucluse, le commissaire Diaret de la Sécurité publique et Michel Gontard, ainsi que Xavier Sordelet respectivement président et directeur général de [Grand Delta Habitat](#) (GDH) ont signé une Convention sécurité. « Cette convention vient pérenniser les actions de surveillance et de prévention menées en étroite collaboration avec les parties prenantes depuis quelques années. Elle souligne une volonté commune d'échanges et de collaboration pour trouver des solutions qui luttent efficacement contre l'insécurité rencontrées sur certains lieux de vie en Vaucluse, » a souligné Michel Gontard.

Sécurité et tranquillité

Celle-ci a pour objectif de renforcer la sécurité et la tranquillité au sein du patrimoine de la coopérative Grand Delta Habitat. Ce partenariat permet, également, de concrétiser et de pérenniser les relations avec ces institutions en privilégiant la qualité, la proximité et la réactivité des rapports entre les partenaires. Elle repose sur des échanges d'informations permettant de protéger locataires et salariés.

Une mission pour les GPO

La sécurité des résidences est organisée via les Groupes de partenariat Opérationnel (GPO) de la Police et la Gendarmerie nationales. Des personnels dédiés, ont ainsi en charge, en lien avec le bailleur, d'identifier et de répertorier les problématiques de sécurité et de tranquillité publique et de les faire remonter à leur hiérarchie afin qu'elles soient rapidement traitées.

Concrètement

Ce dispositif s'inscrit très concrètement dans des situations délicates. « A titre d'exemple, un résident s'est vu condamné pour avoir agressé au moyen d'une arme blanche deux prestataires en intervention sur l'une de nos résidences. Aucun résident n'avait accepté de témoigner par crainte de représailles.

Face à cette situation, Grand Delta Habitat les a invité à témoigner « sous x » devant huissier. Les six témoignages recueillis et retranscrit dans le rapport d'huissier ont permis de renforcer le dossier, conduisant le juge à prononcer la résiliation du bail », a précisé Michel Gontard.